



CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES LAURENTIDES

Un partenaire dans l'action!

État et enjeux prioritaires pour le développement social dans les Laurentides

Rapport sur les résultats
de la recherche-action

Sommaire exécutif

15 novembre 2012

Mise en contexte

Cette recherche-action origine d'un besoin et d'un intérêt de mobiliser les acteurs locaux et régionaux des Laurentides autour d'une réflexion de fond sur le développement social; le but final étant de confirmer et de recentrer l'action du Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL). Le développement d'une nouvelle conception commune du développement social s'est avéré un objectif dans la démarche. À une définition de base du développement social se sont greffées des notions telles que le développement des communautés et les capacités de développement des collectivités (concept de capital stratégique). La valeur ajoutée d'un tel cadre de référence reposait donc sur l'intégration de préoccupations sur le *Pourquoi* mais aussi et surtout sur le *Comment*, c'est-à-dire l'action en développement social qui repose sur l'identification des forces et des vecteurs de changement ainsi que sur le renforcement des dynamiques porteuses de ces changements. Cet élargissement de perspective allait permettre une nouvelle lecture des enjeux du développement social et des priorités d'action pour l'intervention. De façon concrète, trois questions ont orienté la recherche-action :

- 1 - Comment se concrétise le développement social sur le territoire?
- 2 - Quels sont les enjeux du développement social et les priorités pour les différents acteurs?
- 3 - Quels rôles le CRDSL peut-il jouer dans la dynamisation du développement social sur le territoire?

La stratégie de recherche-action s'est avérée pertinente dans le contexte de cette démarche car il était clair que l'on cherchait à faire évoluer la conception du développement social, et donc le cadre de référence initial, en combinant des savoirs pratiques et des savoirs théoriques sur le développement social. Plus précisément, on souhaitait construire un cadre de référence du développement social propre aux acteurs locaux et régionaux, à partir de leur point de vue et de leur expérience terrain.

Pour répondre aux questions de recherche, une démarche extensive de participation et de collecte de données a été déployée entre octobre 2010 et novembre 2012. Celle-ci s'est concrétisée par la mobilisation des huit instances locales de concertation et leurs partenaires. Au total se sont près de 80 entrevues individuelles, 12 rencontres de groupe et une douzaine de séances d'observation lors d'événements collectifs qui ont été menées pendant cette période. Des entrevues individuelles ont également été menées avec certains

acteurs régionaux, sans compter l'analyse de multiples documents et les rencontres de travail avec les membres d'un comité de pilotage de la recherche et les membres du Conseil d'administration du CRDSL. De plus, la collecte de données et l'analyse se sont enrichies des résultats du Forum régional sur la solidarité et l'inclusion sociale (réf. PAGSIS) d'octobre 2011 ainsi que de la recension de plus de 140 d'initiatives locales et régionales et l'analyse plus approfondie de vingt-huit d'entre-elles. Enfin, une brève analyse de la structure et du fonctionnement de deux autres CRDS au Québec a été réalisée pour alimenter la réflexion sur l'intervention régionale en développement social.

Principaux constats

Le rapport final de la recherche-action fait l'état des lieux de la population et du territoire des Laurentides. On remarque que la région est aux prises avec des changements et des problématiques qui varient parfois grandement d'une MRC à l'autre. De façon générale, la région est marquée par une population croissante et vieillissante dont les revenus moyens vont en augmentant, bien que le revenu des femmes demeure moindre que celui des hommes. Cette évolution de la population se conjugue par la présence accrue de certains groupes plus vulnérables tels que les personnes seules, les familles monoparentales et les personnes âgées. On note également un élargissement des problématiques liées à la pauvreté (ex. isolement, éloignement du marché du travail, augmentation du travail à temps partiel, etc.). Le rapport de recherche dresse également un portrait partiel des moyens d'action mis en œuvre (soit les initiatives) par les acteurs pour faire face aux changements et répondre aux problèmes socio-économiques soulevés par ceux-ci. Bien que ce portrait ne soit pas exhaustif de la réalité, on remarque que plusieurs efforts des cinq dernières années ont porté sur la participation citoyenne, l'éducation et la persévérance scolaire, de même que la vie communautaire, la santé, l'emploi et l'économie. Les principales clientèles ciblées étant les jeunes, les familles ainsi que les groupes et les personnes en situation de pauvreté ou de vulnérabilité.

De façon générale, cette recherche fait ressortir quelques constats en regard aux capacités de développement de la région. Ainsi, la diversité entre les territoires se manifeste par la **présence d'atouts variés** entre les Hautes, Moyennes et Basses Laurentides. Cette situation renforce l'occupation et l'usage du territoire et contribue à perpétuer l'activité sociale et économique tel que le tourisme et la villégiature. L'étalement urbain de Montréal et Laval vers les MRCs des Basses-Laurentides influence aussi le développement et la mise en valeur des atouts. Dans ce cas, c'est la proximité aux bassins d'emploi qui constitue un atout de taille.

Après analyse des données, la **capacité des acteurs à prendre en charge leur développement collectif** semble en quelque sorte limitée par trois facteurs : le manque de connaissance des contributions actuelles et potentielles des autres acteurs, le manque de

stabilité des réseaux formels et informels et le manque (ou la faiblesse) des espaces de concertation élargie.

De plus, les données traitées montrent que la **capacité des acteurs à changer et à modifier leurs pratiques**, bref, à adopter une culture de développement, est limitée par trois facteurs : le manque de confiance entre les acteurs de même que la faiblesse de l'esprit d'équipe, le manque d'ouverture sur de nouvelles personnes et de nouvelles idées de même qu'un manque de valorisation des initiatives en ce qui a trait aux résultats qu'elles produisent.

D'autres facteurs influencent le développement social. Il s'agit d'éléments liés au contexte, soit la trajectoire et les dynamiques de développement local et régional. L'évolution démographique est un des principaux facteurs qui influence le développement social dans les Laurentides. Il y a aussi la répartition inéquitable des richesses malgré une amélioration de certains indicateurs économiques comme le revenu moyen. En effet, on note une augmentation de personnes en situation de vulnérabilité. Mais ces transformations ne sont pas égales sur tous les territoires de la région; c'est donc dire que celles-ci ne les affectent pas de la même façon. Enfin, le développement social se trouve largement influencé par les dynamiques de développement local et régional dominantes. Celles-ci sont fonction de l'état du développement dans chaque territoire, des principaux acteurs qui font le développement et des principales stratégies et des projets mobilisant qui y sont déployés. Dans chaque MRC, on retrouve une des dynamiques dominantes suivantes : revitalisation, relance, croissance, cohabitation et harmonisation. À l'échelle régionale, on constate une volonté de renouveler l'approche et la gouvernance du développement social. Ces dynamiques méritent d'être prises en compte car celles-ci constituent les vecteurs de changement dans le milieu.

Défis et enjeux du développement social

En somme, on identifie trois grands défis pour le développement social dans les Laurentides, chacun relié à certains enjeux auxquels font face les acteurs de la région. D'abord, il y a celui de **renforcer la capacité des organisations à s'adapter au contexte particulier de la région**. Ce dernier s'explique par la présence d'enjeux tels que : la rapidité et l'ampleur de la croissance démographique et du vieillissement, une détérioration du tissu social en raison de la croissance rapide de certaines populations vulnérables (ex. familles monoparentales, personnes âgées et personnes vivant seules), la présence de disparités socio-économiques entre les MRC et à l'intérieur de celles-ci notamment en raison du régime d'emploi (partiel, saisonnier, précaire), un faible sentiment d'appartenance, une cohabitation difficile entre les usagers du territoire (ex. résidents permanents et secondaires), et une économie fortement résidentielle.

Le deuxième défi est celui d'**accroître la capacité d'action collective**. Celui-ci concerne les collectifs d'acteurs en ce qui a trait aux enjeux suivants : la difficulté de concilier les intérêts locaux et régionaux, le besoin d'ouvrir le dialogue pour faciliter la collaboration et le partenariat, la nécessité d'entretenir les communications avec les instances gouvernementales et d'accroître la cohésion sociale intra et inter-MRC. Ce deuxième défi concerne aussi les porteurs d'initiatives en ce qui a trait à la nécessaire gestion du changement et au renouvellement de leurs pratiques, des outils, des moyens et de leurs compétences pour évaluer les retombées de leurs actions, au besoin d'accroître leur leadership et leur crédibilité de même qu'à assurer la pérennité de leurs initiatives.

Enfin, le troisième défi repose sur **la valorisation et la priorisation collective de certaines cibles de développement** telles que la persévérance scolaire, le logement adapté et abordable, le transport collectif, la sécurité alimentaire et la continuité dans l'offre de services. Bien que des efforts soient déjà investis dans certains dossiers comme ceux de la persévérance scolaire et de la sécurité alimentaire, il y a lieu de consolider et d'accroître leur développement. De plus, il semble que des efforts supplémentaires et une mobilisation accrue soit souhaitée en ce qui a trait à des dossiers tels que le logement adapté et abordable ainsi que le transport collectif.

Réflexion sur l'intervention régionale

Ces constats, défis et enjeux ont été identifiés dans une perspective de développement social. Tel que précisé initialement, l'exercice de recherche-action a été amorcé à partir d'une première définition générale du développement social. Celle-ci faisait partie du cadre de référence initial. Considérant les précisions soulevées par les acteurs au regard de leur compréhension commune du développement social, la recherche-action a permis de revoir ce cadre et de proposer une définition plus opérationnelle de ce concept pour les Laurentides (le texte en gras représente les ajouts à la première définition¹) :

Le développement social constitue un ensemble de processus qui appellent la contribution conjointe de l'État et de la société civile **(dont les citoyens et les intervenants locaux) et qui se concrétise par le biais de partenariats intersectoriels. Ces processus favorisent l'innovation, reposent sur la valorisation d'un leadership centré sur le bien commun** et visent l'amélioration des conditions de vie et des potentiels des personnes et des communautés.

¹ Source : Robert, L. (2006). Le développement social : une politique sociale en émergence?, dans Tremblay M., Tremblay P. A. et Tremblay, S. (dir.), *Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale*, Montréal, PUQ, 358 p.

Cette définition ainsi que les défis et enjeux devraient permettre au CRDSL de réfléchir sur les fondements de son intervention régionale en développement social dans les Laurentides. En effet, à la lumière des résultats de cette recherche-action, il y a lieu de revisiter la mission, les valeurs, les principes d'action et les rôles de cette instance régionale qu'est le CRDSL.

Conclusion

Cette recherche-action propose ainsi un nouveau cadre de référence pour analyser et planifier le développement social sur un territoire. Les résultats méritent donc d'être communiqués, discutés, bonifiés et validés avec les acteurs locaux et régionaux de façon à ce que ceux-ci s'approprient ce nouveau cadre de référence et solidifient les bases de la concertation régionale.

Tel que mentionné en introduction, le rapport de la recherche-action constitue le premier de deux documents remis au CRDSL. Le deuxième livrable, qui reprend les faits saillants de la recherche-action et qui présente quelques données complémentaires, constitue un outil d'aide à la décision qui permettra d'alimenter la réflexion et la planification stratégique de l'organisme.

Les résultats d'analyse qui y sont présentés permettront, nous l'espérons, de mieux faire valoir la valeur ajoutée du CRDSL autour de ses rôles et de ses contributions dans l'action en développement social. Dans les semaines et les mois à venir, l'organisme pourra assurer des suites à la recherche-action en prévoyant une démarche qui permettra de structurer et de mieux positionner son intervention régionale.